



ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence du dossier
Déposée le 24/10/2023 Complétée les 31/10 et 10/11/2023	Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie : 25/10/2023	N° PC.069.272.23.0022
Par : Représenté par : Demeurant à :	Mme Isabelle MONNERET 19 rue du Château d'Eau 69360 COMMUNAY	Surface de plancher créée : 261 m ² Surface de la piscine : 30 m ²
Pour : Sur un terrain sis :	Construction d'une maison contemporaine avec piscine Parcelle AA n° 0161p – superficie 1969 m ² à détacher des 2988 m ² - lot A 19 A, rue du Château d'Eau	

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Communay

Vu la demande de permis de construire présentée le 24 octobre 2023 par **Mme Isabelle MONNERET, 19 rue du Château d'Eau, 69360 COMMUNAY.**

Vu l'objet de la demande pour la construction d'une maison individuelle contemporaine comprenant un étage succinct, un sous-sol et une piscine de 10 m x 3 m :

- la surface de plancher créée est de 261 m² et la surface du bassin est de 30 m².

- sise sur un terrain cadastré AA n° 0161p – superficie 1969 m² à détacher des 2988 m² - lot A, 19 A, rue du Château d'Eau.

Le Maire de Communay

VU la demande susvisée de permis de construire ;

VU l'arrêté de délégation de fonctions n° 10/2020 en date du 27 mai 2020, autorisant Monsieur Patrice BERTRAND, 1^{er} Adjoint et Adjoint en charge de l'urbanisme à gérer et traiter tout le volet portant sur l'urbanisme ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;

VU la délibération n° 14/09/2005/256 en date du 5 septembre 2005 approuvant le Plan Local d'urbanisme ;

VU la délibération n° 2012/02/017 en date du 29 février 2012 approuvant la révision avec examen conjoint n° 01 du Plan Local d'urbanisme ;

VU la délibération n° 2013/01/002 en date du 30 janvier 2013 prescrivant la révision générale du Plan Local d'urbanisme ;

VU la délibération n° 2015/06/038 en date du 23 juin 2015 approuvant la modification n° 4 du Plan Local d'urbanisme ;

VU la délibération n° 2015/09/086 en date du 8 septembre 2015 approuvant la modification n° 3 du Plan Local d'urbanisme ;

VU la délibération n° 2015/12/115 en date du 15 décembre 2015 approuvant la révision avec examen conjoint n° 2 du PLU ;

VU la délibération n° 2017/09/093 en date du 12 septembre 2017 approuvant la modification n° 2 du PLU ;

VU la déclaration de projet portant sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n° 2021/10/067 en date du 12 octobre 2021 ;

VU la zone d'extension urbaine peu dense, Ue du PLU et son règlement ;

VU la déclaration préalable n° 069.272.23.00071 pour division foncière acceptée en date du 8 septembre 2023.

VU les pièces complémentaires déposées les 30/10/2023 et 10/11/2023 et la complétude du dossier.

Considérant la demande de permis de construire telle que décrit ci-dessus,

ARRETE

Article 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : **RACCORDEMENT AUX DIFFERENTS RESEAUX** – il conviendra de se conformer et de respecter les prescriptions mentionnées sur l'arrêté de non-opposition de la déclaration de division foncières en date du 8 septembre 2023.

Article 3 : Il sera demandé une participation de **2500 Euros (deux mille cinq cents Euros)** par logement nouvellement créé ou logement nouvellement raccordé au réseau public d'assainissement préexistant. Le coût de ces raccordements reste à la charge du demandeur selon la délibération n° 2021/02/011 en date du 2 février 2021.

Article 4 : En application de l'article R 600-2 du Code de l'Urbanisme, le délai de recours contentieux d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R 424-15 du Code de l'Urbanisme.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Autorité qui l'a délivré, ce dernier recours suspendant le délai du premier jusqu'à réception de sa réponse ou à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la notification du recours gracieux et au terme duquel l'Autorité n'a pas statué.

Le 14 décembre 2023,
Pour le Maire et par délégation
L'adjoint en charge de l'urbanisme,
Patrice BERTRAND



NB : Le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et au versement de la redevance d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 424-7 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.
- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://telerecours.fr) (<http://telerecours.fr/>)